

Brochure n° 3122

Convention collective nationale
IDCC : 454. – REMONTÉES MÉCANIQUES
ET DOMAINES SKIABLES

AVENANT N° 52 DU 30 JUIN 2011
RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTION SYNDICALE

NOR : ASET1250562M
IDCC : 454

PRÉAMBULE

Le présent avenant s'inscrit dans la droite ligne de l'accord-cadre paritaire relatif à l'actualisation de certaines dispositions de la convention collective nationale, signé le 24 septembre 2008.

La réécriture de l'article 7 de la convention collective a pour finalité l'amélioration des conditions du dialogue social dans les entreprises de la profession et dans la branche. Sur ce dernier point notamment et afin de faciliter les déplacements des délégations syndicales, un budget a été alloué à cet effet et à titre expérimental pour une période de 2 ans.

Article 1^{er}

Nouvelle rédaction de l'article 7

A compter du jour de la signature du présent avenant, les partenaires sociaux sont convenus que la nouvelle rédaction de l'article 7 sera désormais la suivante :

« Article 7

Exercice de l'action syndicale

1. Panneaux d'affichage

Chaque organisation syndicale présente dans l'entreprise disposera de panneaux qui doivent permettre une lecture facile des communications qui y sont affichées. Leurs dimensions ne doivent pas être inférieures à 100 × 50 cm.

L'emplacement de ces panneaux sera choisi par accord entre l'employeur et le représentant de chaque organisation syndicale appartenant à l'entreprise et connu de l'employeur. Ces panneaux seront réservés aux communications syndicales : informations syndicales, notamment convocations à des réunions syndicales et ordres du jour de ces réunions. L'affichage sera fait par les soins et sous la responsabilité desdits représentants des organisations syndicales.

Dans le cas où tout le personnel ne passe pas habituellement par ce point d'affichage, d'autres points d'affichage seront prévus selon la même procédure.

L'affichage des communications et publications syndicales s'effectue selon la législation en vigueur.

2. Congrès syndicaux

Sur la demande écrite de leur organisation syndicale présentée au moins une semaine à l'avance, les syndiqués mandatés pourront obtenir de leur employeur des autorisations d'absence non rémunérées pour assister aux congrès statutaires de ces organisations et sous réserve que ces absences n'apportent pas de gêne sensible à la marche de l'entreprise.

3. Commissions paritaires

Pour les salariés membres de la commission paritaire et dans la limite de 5 salariés par délégation, le temps de travail alloué pour participer aux réunions décidées entre les organisations d'employeurs et de salariés signataires de la présente convention, ou à la demande de son président, sera payé par l'employeur comme temps de travail effectif.

Ces salariés sont tenus d'informer préalablement leurs employeurs de leur participation à ces réunions et de demander leur autorisation, qui leur sera accordée en principe, à moins que leur absence ne compromette la marche de l'entreprise.

En outre, pour améliorer le dialogue social, dans la limite d'un budget annuel fixé (à titre expérimental pour une période de 2 ans jusqu'en juin 2013) à 45 000 € à répartir à parts égales entre les organisations syndicales de salariés représentées, les frais suivants sont pris en charge par domaines skiables de France, sur justificatifs (trajets domicile-lieu de réunion) :

- des frais de voiture (puissance fiscale 7 CV), base fiscale ;
- des billets SNCF ou transports collectifs, base 2^e classe ;
- des frais d'hébergement, base sécurité sociale ;
- des frais de repas, base sécurité sociale. »

Article 2

Abrogations

De fait, l'ancienne rédaction de l'article 7 est abrogée.

Article 3

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Formalités de dépôt du présent avenant

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 5

Extension du présent avenant

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 30 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Domaines skiables de France.

Syndicats de salariés :

FNT CGT-FO ;

FGTE CFDT ;

FNST CGT.